

# Un ou plusieurs marchés? L'intégration économique en Asie

Même si leur maillage économique se resserre, les pays d'Asie ne poursuivent actuellement aucune initiative commune destinée à construire un marché asiatique intégré. Les États se sont plutôt regroupés au niveau régional pour intégrer les marchés nationaux. Les résultats sont, toutefois, nuancés et parfois en contraste avec l'orientation régionale limitée de l'économie.

1 Banque asiatique de développement, *Asian Economic Integration Monitor* (juillet 2012), Mandaluyong City, 2012 (ci-après: *ADB Monitor* 2012).

2 Le continent asiatique regroupe ici les zones géographiques suivantes: Asie de l'Est (Chine, Corée du Sud, Hong Kong, Japon, Mongolie et Taiwan), Asie du Sud (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka), Asie du Sud-Est (Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) et Pacifique (Australie, Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu).

3 *ADB Monitor* 2012, p. 17.

4 *ADB Monitor* 2012, pp. 19 et 20.

5 Eurostat, *Statistics in Focus* 3/2012, Union européenne, 2012.

6 *ADB Monitor* 2012, p. 32.



Le dialogue entamé depuis plusieurs années avec différents États et groupes d'États a également favorisé l'intégration économique avec ces partenaires. En illustration: conférence de presse du 10 août 2012, à Beijing, sur la coopération entre la Chine et l'Asean.

Photo: Keystone

Une étude publiée en juillet 2012 par la Banque asiatique de développement<sup>1</sup> met en lumière les liens économiques de plus en plus serrés qui se tissent en Asie: les échanges, les investissements directs, les flux de capitaux et le tourisme se développent aujourd'hui davantage à l'intérieur du continent asiatique qu'entre l'Asie et les autres régions du monde<sup>2</sup>. En 2010, le commerce intra-asiatique des marchandises (+ de 59%) ne se situait qu'à quelques points de pourcentage de celui de l'UE27 (64%). Cette situation tient entre autres à la fragmentation grandissante des chaînes de production et au commerce florissant des produits semi-finis qui en découle, notamment en Asie du Sud et du Sud-Est<sup>3</sup>.

L'intensité des réseaux économiques et les efforts d'intégration interétatiques diffèrent, néanmoins, fortement suivant les régions concernées et même en leur sein.

## L'Asie du Sud-Est (Asean)

Ces deux dernières décennies, le commerce des marchandises a nettement progressé en Asie du Sud-Est (voir *graphique 1*). Il ne représente, toutefois, pas plus de 26% du volume actuel des échanges de la région. Plus

faibles encore sont les investissements directs à l'intérieur de la zone, lesquels s'élevaient en moyenne à 17%<sup>4</sup> entre 2008 et 2010 (56% en 2010 dans l'UE<sup>5</sup>). Les flux migratoires à l'intérieur de l'Asie du Sud-Est, qui forment 31% de la totalité des migrations légales, sont élevés, comparés à ceux d'autres régions du continent, même s'ils restent nettement plus modestes que, par exemple, dans l'UE (53%) ou en Amérique du Nord (86%)<sup>6</sup>.

L'intégration économique entre les pays de l'Asie du Sud-Est a, toutefois, beaucoup progressé dans le cadre de l'*Association des nations de l'Asie du Sud-Est* (Anase ou, en anglais, «Association of Southeast Asian Nations», Asean). Fondée en 1967, l'Asean compte aujourd'hui parmi ses membres le Brunei Darussalam, le Cambodge, l'Indoné-

Encadré 1

### Initiatives bilatérales

Outre les accords plurilatéraux évoqués dans cet article, les pays asiatiques ont conclu des accords commerciaux bilatéraux, dont la multiplication a forgé l'image du bol de nouilles asiatiques («Asian Noodle Bowl»). La banque de données du Centre d'intégration régionale de la Banque asiatique de développement contient 43 accords commerciaux, conclus ou en cours de négociation, entre deux États asiatiques.

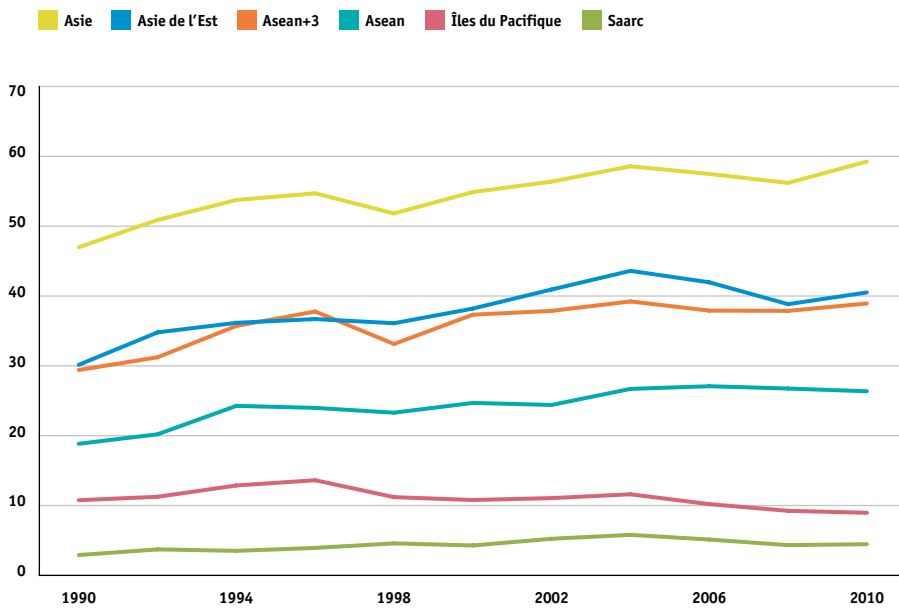


**Christian Hofer**  
Chef suppléant du secteur Asie/Océanie, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Graphique 1

**Commerce intrarégional des marchandises en Asie, 1990–2010**

En % des échanges totaux



Remarque: plus la région est vaste, plus le commerce intra-régional est en principe important. Le fait que l'Asie présente des valeurs élevées et la région du Pacifique des valeurs basses n'est donc pas surprenant. En revanche, l'Asie du Sud peut sans nul doute être qualifiée de «région peu connectée économiquement», au moins pour ce qui a trait au commerce des marchandises. De manière générale, ce n'est pas uniquement la valeur du commerce intra-régional à une date déterminée qui est importante pour l'évaluation du processus d'intégration, mais aussi son évolution sur la durée.

Source: Hofer; Banque asiatique de développement (*aric.adb.org*) / La Vie économique

sation entretienne des liens serrés avec ses partenaires asiatiques. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le programme en marge du 19<sup>e</sup> sommet de l'Asean, organisé le 17 novembre 2011 à Bali, pour en trouver confirmation: l'Asean, immédiatement après le forum, s'est réunie avec la Chine, la Corée du Sud et le Japon (Asean+3), puis avec l'Australie, les États-Unis, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et la Russie (sommet de l'Asie de l'Est ou Asean+8). Le dialogue entamé depuis plusieurs années avec différents États et groupes d'États a également favorisé l'intégration économique avec ces partenaires. L'Asean a conclu un accord commercial avec la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et le Japon ainsi qu'avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et approfondi la coopération dans d'autres secteurs économiques (voir encadré 2).

Il s'agira ensuite de sceller ces processus par un accord entre l'Asean et plusieurs États partenaires. Des idées ont été ébauchées: le projet d'une *East Asia Free Trade Area* a été évoqué au cours d'une réunion de l'Asean+3 et un *Comprehensive Economic Partnership for East Asia* a été envisagé lors d'un sommet de l'Asie de l'Est. Ces deux propositions seront examinées dans ces deux enceintes<sup>8</sup>.

### L'Asie orientale (Chine, Corée du Sud, Japon)

La perspective d'un accord entre l'Asean et la Chine, la Corée du Sud et le Japon (Asean+3) a pris indirectement du volume en mai 2012. Lors de leur 5<sup>e</sup> sommet annuel, la Chine, la Corée du Sud et le Japon ont non seulement conclu un accord trilatéral sur les investissements, mais aussi annoncé l'ouverture, cette même année, de négociations en vue d'un accord trilatéral de libre-échange<sup>9</sup>.

Cette initiative n'a rien de surprenant compte tenu des échanges intensifs qui lient les économies de l'Asie orientale: les échanges intrarégionaux y sont nettement plus élevés qu'en Asie du Sud et du Sud-Est. La Chine occupe la première place dans les statistiques japonaises et sud-coréennes des importations et des exportations. Le Japon est, par ailleurs, le premier fournisseur de la Chine. La part des migrations intrarégionales (31%) est aussi très élevée dans le contexte asiatique<sup>10</sup>. L'Asie orientale possède des infrastructures de transport de qualité en regard des autres États du continent<sup>11</sup>, ce qui favorise tout naturellement les échanges économiques, y compris dans la région elle-même.

### L'Asie du Sud (Saarc)

L'Asie du Sud offre une image toute différente. Ses échanges économiques sont davan-

sie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. En matière économique, les dix membres de l'Asean se sont donné pour objectif de former une communauté économique à l'horizon 2015, et de porter l'accent sur la libre circulation des biens et services, la mobilité des investissements et de la main-d'œuvre qualifiée et les mouvements de capitaux. Plusieurs objectifs intermédiaires ont été atteints: la conclusion d'un accord sur le commerce des marchandises, d'un accord-cadre sur les services et d'un accord sur les investissements; diverses initiatives liées à la coopération ont, en outre, été mises en œuvre: par exemple dans les domaines de la propriété intellectuelle, de la défense des consommateurs et de la politique de la concurrence. Par ailleurs, le secrétariat de l'Asean a récemment appelé les États membres à améliorer l'application des initiatives entreprises en matière d'intégration<sup>7</sup>. On peut se demander si l'Asean satisfera ses ambitions et parviendra à mettre sur pied une communauté économique d'ici à 2015.

### Initiatives allant au-delà de l'Asie du Sud-Est

L'économie de l'Asie du Sud-Est est davantage orientée vers l'extérieur que vers l'intérieur: les échanges de marchandises avec la Chine, la Corée du Sud et le Japon surpassent ceux qui se déroulent au sein de l'Asean. Il n'est dès lors guère surprenant que l'organi-

#### Encadré 2

#### Le mécanisme d'assistance financière régionale

La *Chiang Mai Initiative* constitue un exemple de coopération financière. Elle a été lancée en 2000 par l'Asean, avec l'aide de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon, au lendemain de la crise asiatique de 1997/1998. Le réseau d'accords de swaps a d'abord été étendu. Aujourd'hui, un seul accord multilatéral règle le mécanisme d'assistance financière régionale, dont les réserves ont été portées à 240 milliards d'USD et qui vise à éviter des problèmes de liquidités.

7 Secrétariat de l'ASEAN, *Asean Economic Community Scorecard*, Jakarta, 2012, p. 17.

8 *Chairman's Statement on the 4<sup>th</sup> East Asia Summit*, Cha-am Hua Hin, Thaïlande, 25 octobre 2009, par. 19; *Chairman's Statement of the 12<sup>th</sup> Asean Plus Three Summit*, Cha-am Hua Hin, Thaïlande, 24 octobre 2009, par. 13.

9 *Fifth Trilateral Summit Meeting among The People's Republic of China, the Republic of Korea and Japan, Joint Declaration on the Enhancement of Trilateral Comprehensive Cooperation Partnership*, 13 mai 2012, Beijing, Chine, par. 12.

10 *ADB Monitor* 2012, p. 32.

11 *ADB Monitor* 2012, pp. 37 et 38.

Tableau 1

## Sélection de données relatives à l'intégration économique et aux réseaux en Asie

| Organisations et pays participants  | Accords sur les biens, les services et les investissements <sup>a)</sup>   |   | Investissements   |                 | Marché et commerce de marchandises (2010) <sup>b)</sup>            |   |
|---|--|---|---|-----------------|--|---|
|   | Biens  | Services  | Services  | Investissements | a) Volume d'échanges IR (USD)                                      | b) Quote-part dans les échanges IR                            |
| ASEAN/ANASE (Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam)   | ASEAN Trade in Goods Agreement (ATIGA) <sup>c)</sup><br>SG: 26.2.2009; EV: 17.5.2010   | ASEAN Framework Agreement on Services (AFAS)<br>SG: 15.12.1995; EV: 8.11.1999                                 | ASEAN Comprehensive Investment Agreement (ACIA) <sup>d)</sup><br>SG: 26.2.2009; EV: 29.3.2012   |                 | a) 600 millions<br>b) 1871 milliards                               | a) 493 milliards<br>b) 26%                                    |
|   | Agreement Establishing the ASEAN-Australia-New Zealand Free Trade Area<br>SG: 27.2.2009; EV: 10.1.2010   |   |   |                 | a) 627 millions<br>b) 3257 milliards                               | a) 65 milliards (pour le seul commerce bilatéral)<br>b) n.d.  |
| Australie et Nouvelle-Zélande   |  |   |   |                 | a) 1942 millions<br>b) 7801 milliards                              | a) 244 milliards (pour le seul commerce bilatéral)<br>b) n.d. |
| Chine   | Agreement on Trade in Goods of the Framework Agreement SG: 29.11.2004; EV: 1.1.2005  | Agreement on Trade in Services of the Framework Agreement SG: 14.1.2007; EV: 1.7.2007                         | Agreement on Investment of the Framework Agreement SG: 15.8.2009; EV: 1.1.2010  |                 | a) 1791 millions<br>b) 3469 milliards                              | a) 57 milliards (pour le seul commerce bilatéral)<br>b) n.d.  |
| Inde  | Framework Agreement on Comprehensive Economic Co-Operation between ASEAN and the People's Republic of China SG: 4.11.2002; EV: 1.7.2003  | Trade in Services Agreement<br>EN   | Investment Agreement<br>EN  |                 | a) 649 millions<br>b) 2886 milliards                               | a) 102 milliards (pour le seul commerce bilatéral)<br>b) n.d. |
| Japon   | Agreement on Comprehensive Economic Partnership among Member States of the Association of Southeast Asian Nations and Japan (prévoit des négociations en vue d'accords sur les services et les investissements) SG: 14.4.2008; EV: 1.12.2008 | Trade in Services Agreement<br>EN   | Investment Agreement<br>EN  |                 | a) 728 millions<br>b) 7360 milliards                               | a) 220 milliards (pour le seul commerce bilatéral)<br>b) n.d. |
| Corée du Sud  | Agreement on Trade in Goods under the Framework Agreement SG: 24.8.2006; EV: 1.1.2010  | Agreement on Trade in Services under the Framework Agreement SG: 21.11.2008; EV: 1.5.2009                     | Agreement on Investment under the Framework Agreement SG: 2.6.2009; EV: 1.9.2009  |                 | a) 649 millions<br>b) 2886 milliards                               | a) 102 milliards (pour le seul commerce bilatéral)<br>b) n.d. |
| ASEAN +   | Framework Agreement on Comprehensive Economic Cooperation among the Governments of the Member Countries of the Association of Southeast Asian Nations and the Republic of Korea SG: 13.12.2005; EV: 1.7.2006                                 | Trade in Services Agreement<br>EN   | Investment Agreement<br>EN  |                 | a) 2118 millions<br>b) 14 305 milliards                            | a) 2841 milliards<br>b) 39%                                   |
| 3 (Chine, Japon, Corée du Sud)  | East Asia Free Trade Area (EFTA) AE &<br>Comprehensive Economic Partnership for East Asia (CEPEA) AE   |   |   |                 | a) 3788 millions<br>b) 33 303 milliards                            | n.d.  |
| 8 (Australie, Chine, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Japon, Russie, Nouvelle-Zélande Sommet de l'Asie de l'Est)   | Trilateral Free Trade Agreement<br>EN (ouverture des négociations prévue en 2012, champ d'application indéterminé)   |   | Agreement among the Government of Japan, the Government of the Republic of Korea and the Government of the People's Republic of China for the Promotion, Facilitation and Protection of Investment<br>SG: 13.5.2012; EV: pas encore |                 | a) 1518 millions<br>b) 12 434 milliards                            | a) n.d.<br>b) 41% (valeur pour toute l'Asie orientale)        |
| Chine, Japon, Corée du Sud  | Agreement on South Asia Free Trade Area (SAFTA) <sup>e)</sup><br>SG: 6.1.2004; EV: 1.1.2006  | SAARC Agreement on Trade in Services (SATS)<br>SG: 29.4.2010; EV: pas encore                                  | Framework Agreement on the BIMSTEC Free Trade Area<br>SG: 8.2.2004; EV: 30.6.2004   |                 | a) 1606 millions<br>b) 1965 milliards                              | a) 33 milliards<br>b) 4%                                      |
| SAARC (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka)  | Pacific Island Countries Trade Agreement (PICTA) <sup>f)</sup><br>SG: 18.8.2001; EV: 13.4.2003   | Trade in Services Agreement<br>EN   | Trade in Services Agreement<br>EN   |                 | a) 1529 millions<br>b) 2134 milliards                              | n.d.  |
| BIMSTEC (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Myanmar, Népal, Sri Lanka et Thaïlande)   | Pacific Agreement on Closer Economic Relations (PACER)<br>SG: 18.8.2001; EV: 3.10.2002   |   | Pacific Agreement on Closer Economic Relations Plus (PACER Plus)<br>EN  |                 | a) 9 millions <sup>g)</sup><br>b) 16 milliards <sup>h)</sup>       | n.d.  |
| Forum des îles du Pacifique (Australie, Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) | South Pacific Regional Trade and Economic Cooperation Agreement (SPARTECA)<br>SG: 14.7.1980; EV: 1.1.1981  | Framework Agreement on the Promotion and Liberalization of Trade in Services<br>SG: 24.8.2011; EV: pas encore | Framework Agreement on the Promotion and Liberalization of Trade in Services<br>SG: 15.12.2009; EV: pas encore  |                 | a) 35 millions <sup>i)</sup><br>b) 1402 milliards <sup>j)</sup>    | a) 41 milliards <sup>k)</sup><br>b) 9% <sup>l)</sup>          |
| Bangladesh, Chine, Inde, Laos, Sri Lanka, Corée du Sud  | Asia Pacific Trade Agreement (auparavant connu sous le nom de «Bangkok Agreements») SG: 31.7.1975; EV: 17.6.1976   |   |   |                 | a) 2772 millions<br>b) 8705 milliards                              | n.d.  |
| Asie  | Légende: A-E = à l'étude; EN = en négociation; SG = signé; EV = en vigueur; IR = intrarégional; n.d. = non disponible  |   |   |                 | a) 3794 millions <sup>m)</sup><br>b) 18335 milliards <sup>n)</sup> | a) 5654 milliards <sup>o)</sup><br>b) 59% <sup>p)</sup>       |
| UE27  |  |   |   |                 | a) 499 millions<br>b) 16 259 milliards                             | a) 7850 milliards<br>b) 64%                                   |

a) Source: ASEAN, BIMSTEC, Forum des îles du Pacifique, SAARC et OMC.

b) Évaluations du PIB et de la population: Chr. Hofer à partir des statistiques du FMI, base de données des Perspectives économiques mondiales, avril 2012; quote-part dans les échanges IR: banque de données des «Asia Regional Development Centres» (construite sur les statistiques du FMI, à l'exception de celles qui concernent l'UE27 et qui proviennent d'Eurostat, Statistics in Focus 3/2012) dépendant de la Banque asiatique de développement (<http://aric.adb.org>).

c) Remplace l'Agreement on the Common Effective Preferential Tariff Scheme for the ASEAN Free Trade Area (CEPT-ATIA) de 1992.

d) Consolide et remplace le Framework Agreement on the ASEAN Investment Area (AIA) et l'ASEAN Investment Guarantee Agreement (IGA) de 1987.

e) Remplace le SAARC Preferential Trading Arrangement de 1993.

f) Données sans les Îles Cook, les Îles Marshall, la Micronésie, Nauru, Niue et les Palaos.

g) Données sans Niue, mais avec le Timor oriental.

h) Données sans les Îles Cook, les Îles Marshall, la Micronésie, Nauru, Niue et les Palaos, mais avec l'Asie centrale.

tage axés sur les autres régions asiatiques<sup>12</sup> que sur la zone elle-même (4%). Les migrations légales n'y sont pas beaucoup plus faibles qu'en Asie de l'Est; cependant, les ressortissants de l'Asie du Sud sont nettement plus nombreux à émigrer vers une autre région, comme le Moyen-Orient (41%)<sup>13</sup>.

Au niveau étatique, l'*Association sud-asiatique de coopération régionale* («South Asian Association for Regional Cooperation», Saarc) existe en revanche depuis 1985. Elle compte aujourd'hui parmi ses membres l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka. Au début des années nonante, les États de la Saarc ont conclu un accord concernant l'octroi de préférences tarifaires, qui a ouvert la voie à l'accord de portée générale concernant la *zone de libre-échange de l'Asie du Sud* («South Asian Free Trade Area») et à l'accord sur le commerce des services. D'autres initiatives se concentrent, par exemple, sur l'harmonisation des normes ou des procédures douanières. Enfin, une union économique a déjà été évoquée dans le cadre de la Saarc<sup>14</sup>, mais les États de l'Asie du Sud sont encore très loin de cet objectif.

### L'Asie du Sud et du Sud-Est (Bimstec)

La *Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation (Bimstec)*, qui regroupe le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Myanmar, le Népal, le Sri Lanka et la Thaïlande, est encore moins avancée. Portée sur les fonts baptismaux en 1997, cette initiative n'est connue sous sa dénomination actuelle que depuis 2004. Quant au *Bimstec Free Trade Area Framework Agreement*, également signé cette année-là, il définit un cadre pour la négociation d'accords sur la libéralisation du commerce des biens et des services, ainsi que des investissements.

### L'Asie du Sud et de l'Est

Quelques États asiatiques ont conclu, en 1975, un accord tarifaire préférentiel (*Bangkok Agreement*), devenu en 2005 le *Asia-Pacific Trade Agreement (Apta)*. Le Bangladesh, la Chine, l'Inde, le Laos, le Sri Lanka et la Corée du Sud en sont actuellement membres; il réunit ainsi en un seul traité régional de commerce les deux immenses marchés de croissance indiens et chinois. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations-Unies prévoit de nouvelles adhésions (voir encadré 3). Si l'on considère les trois récents accords-cadres signés dans le domaine des investissements, du commerce des marchandises et des services, il est bien possible que l'intégration écono-

mique de la zone Apta prenne également un tour qualitatif dans les années à venir.

### L'Océanie et le Pacifique (Forum des îles du Pacifique)

Le *Forum des îles du Pacifique* soutient, en Océanie et dans le Pacifique, l'intégration économique de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des îles du Pacifique. L'*Accord de coopération économique et commerciale régionale du Pacifique Sud* («South Pacific Regional Trade and Economic Cooperation Agreement»), qui remonte à 1980, prévoit que l'Australie et la Nouvelle-Zélande accordent aux autres parties un accès préférentiel à leurs marchés. En 2001, les États insulaires ont signé, d'une part, l'*Accord du Pacifique sur des relations économiques plus étroites* («Pacific Agreement on Closer Economic Relations», Pacer) et, d'autre part, l'*Accord de libre-échange entre les États du Pacifique Sud* («Pacific Island Countries Trade Agreement») en vue de poursuivre leur intégration économique. Les négociations en vue d'un accord sur les services sont en cours. Parallèlement, les États insulaires, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont entrepris des négociations en vue d'un Pacer Plus. Cet accord doit avoir une portée plus générale et couvrir aussi, en plus du commerce des biens, des services et des investissements, la coopération économique et d'autres thèmes.

### Conclusion

On peut affirmer, après une analyse sommaire, que la partie orientale de l'Asie est la région qui a tissé le maillage économique le plus serré; celui-ci s'étend également au Sud-Est du continent. Cette dernière région est également celle qui a réalisé les progrès les plus remarquables en regroupant ses marchés avec ceux de ses voisins. Les processus d'intégration que représentent l'Asean et l'Apta pourraient s'étendre à d'autres régions asiatiques. Globalement parlant, les initiatives menées jusque-là n'atteignent pas en intensité les mouvements de convergence dont bénéficie l'UE, où les membres ont cédé une partie de leurs compétences à un organisme supranational. Nombre d'initiatives asiatiques partagent, toutefois, avec cette organisation le même objectif: elles veulent promouvoir la paix et la sécurité dans leur région à travers l'intégration économique. ■

Encadré 3

#### Asie contre Pacifique

La portée panasiatique potentielle de l'Asean et de l'Apta doit être mise en relation avec la dynamique d'intégration économique qui anime les États bordant le Pacifique. Le Brunéi Darussalam, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour sont membres du partenariat global *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership*, entré en vigueur en 2006; ils mènent en ce moment des négociations avec l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Malaisie, le Mexique, le Pérou et le Vietnam pour parvenir à un *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement (TPP)*. D'autres États s'intéressent à les rejoindre. L'expression de *High-Quality, Comprehensive 21<sup>st</sup> Century Free Trade Agreement* est fréquemment utilisée dans ce contexte. Sur quoi débouchera cette convergence entre l'Asean, l'Apta et le TPP et quels États participeront à quels processus? L'avenir nous le dira.

<sup>13</sup> ADB Monitor 2012, p. 32.

<sup>14</sup> Declaration to the Seventeenth SAARC Summit, Addu, Maldives, 10 et 11 novembre 2011, par. 16.

<sup>12</sup> ADB Monitor 2012, p. 17.